

Beaucoup des élèves qui s'orientent en lycée pro arrivent assez abîmés du collège. Leur orientation a souvent été subie et leur parcours scolaire est plutôt accidenté. Les élèves sont bien plus jeunes qu'il y a une vingtaine d'années. A l'époque, on entrait au lycée pro après avoir redoublé plusieurs fois. Aujourd'hui, on y rentre aux alentours de 15 ans. 15 ans, ce n'est pas grand chose quand on doit partir en stage 4 ou 6 semaines, pour travailler sur un chantier, passer sa journée à nettoyer ou s'occuper de personnes âgées. La plupart de ces élèves viennent de milieux très populaires. Ils arrivent en seconde avec un ressenti assez marqué vis-à-vis de l'école. Ils n'ont pas trouvé leur place dans l'institution. Pourtant nos gouvernements successifs n'ont cessé de détruire le lycée pro, un des seuls outils pour "réparer" ces adolescentes et ces adolescents.

Aucun bilan n'a été tiré des deux précédentes réformes. Elles ont dépouillé le lycée professionnel en supprimant une année complète de formation et plus de la moitié des heures d'enseignement général. Les élèves sont des enfants quand ils arrivent, des adultes quand ils partent. Ils ont besoin de ce temps pour s'instruire, pour se former, pour grandir et mûrir. Il faut leur donner les moyens de poursuivre leurs études après le bac pro, de compléter leur formation, où de changer de projet et d'orientation. Toutes ces heures, tous ces cours en moins, à l'heure ou notre président promet aux fédérations de parents qu'il y aura toujours un enseignant devant leurs enfants. Les élèves de lycée pro représentent 1/3 des lycéens et lycéennes de France. Environ 700.000 élèves, mais à eux, on ne promet rien, on retire pour servir les autres, dans une indifférence quasi-totale. Ils viennent de catégories sociales populaires. Ils sont très peu représentés dans le débat public. Leur voix ne méritent pas l'attention ni de nos dirigeants, ni de nos médias. Seulement le mépris.

Dans ce temps de formation réduit, les élèves de Bac pro effectuent déjà 22 semaines de stage, réparties sur 3 années de formations, et Emmanuel Macron nous annonce qu'il faut augmenter la durée de ces stages. C'est-à-dire passer encore moins de temps à l'école, au profit du temps passé en entreprise. Il faut le dire, l'entreprise ne peut, ne veut, et ne doit pas remplacer l'école. Elle apporte une expérience, mais n'est pas en mesure d'apprendre le métier. Dans la coiffure par exemple, s'exercer sur des mannequins de tête, rater, recommencer, passer 3 ou 4 heures sur un dégradé ou une mise en plis, c'est possible dans les ateliers du lycée. Dans un vrai salon, on n'a pas le temps pour tout ça. Quand on a 15 ou 16 ans, on accueille la clientèle, on fait des shampoings, on prépare les couleurs, on s'occupe des stocks, on passe le balais, mais on ne se lance pas directement dans une coupe de cheveux. Avis aux petits patrons : ce n'est pas en réduisant le nombre d'heures passées à l'école que l'on pourra former correctement vos futurs collègues et salariés.

L'enseignement professionnel public ne doit pas non plus se calquer sur le modèle du tout apprentissage. La scolarité d'un ou d'une apprenti-e dépend de son entreprise, souvent une petite entreprise, fragile, dépendante de la conjoncture économique. Elle ne peut pas garantir la pérennité de la formation. Seul le ministère de l'Éducation Nationale le peut. Les activités de ces entreprises sont très variables, en fonction de la clientèle et du secteur. Un petit patron, un artisan, un acteur social ou paramédical ne peut pas apporter une vision globale à son apprenti, il s'occupe de ses clients, de ses chantiers, de ses patients. Son activité, n'est pas socle commun de connaissances.

Bien sûr, l'alternance est possible, intéressante et enrichissante pour un jeune adulte, majeur, déjà formé, qui souhaite poursuivre son apprentissage tout en entrant dans le monde professionnel. Un élève qui entre au lycée pro n'est pas encore un adulte, il n'est pas encore formé, et sa précarité ne ferait que fragiliser l'entreprise qui l'accueille. Un piège pour l'un comme pour l'autre. D'ailleurs le taux de décrochage, c'est à dire le nombre d'élèves qui abandonne leur formation est bien supérieurs chez les apprentis : de 22 à 40 % alors qu'il reste à 10 % chez les lycéens professionnels classiques

L'objectif d'1 million d'apprentis, et notamment avant le bac pro, est une hérésie, qui met en danger les élèves, leurs patrons et leurs salariés. Mais voilà, un apprenti c'est un chômeur en moins. On vise le plein emploi : précaire et pourvu par des ados de moins de 18 ans. Il n'est pas très beau le monde de demain.